

## **Intervention du MAE à la téléconférence Atelier Cotonou sur le Réseau FAR**

Jean Bosco BOUYER

Bonjour à tous et à toutes

Bonjour à Clément Edah, à Rita Vigan et à l'ensemble des Béninois, bonjour à Adama et à Tiécoura Koulibaly, à Abdou Gueye, à Augustin Zongo.

Bienvenue à Madame Yatara de Guinée, à Monsieur Bamzok du Cameroun, bienvenue à Monsieur Treku, un salut tout particulier à ce dernier car j'ai eu le plaisir de commencer mon parcours professionnel à l'INFA de Tové au Togo.

Bonjour à Martin, Dominique, Khalid et Benoît.

Et enfin un grand merci à Jean Luc Bosio, au WBI et à la Banque Mondiale qui nous permettent d'avoir cette télé-rencontre.

Ce que je voudrais dire en tant que représentant du MAE - lequel a soutenu de toutes ses forces avec la DGER du MAP l'idée d'un réseau FAR - c'est que je suis heureux de constater que grâce à de nombreux acteurs des pays subsahariens - tant dans le Comité de Pilotage que dans les différents réseaux locaux - et grâce également au PNCI et à l'ENESAD, cette idée de réseau FAR prend forme. Heureux de constater que déjà de nombreuses personnes ont visité son site et ont aussi été dans la bibliothèque virtuelle, que les premières informations et les premières réflexions commencent à s'échanger.

Ces jours-ci, la Sous Directrice des politiques sectorielles et des objectifs du millénaire pour le développement a signé un courrier pour informer les SCAC de la création du Réseau Far et de la tenue de l'atelier de Cotonou. Elle a également adressé un courrier, dans le même sens, au Directeur du développement rural à l'AfD pour lui demander de bien vouloir faire passer cette information auprès des Agences de l'AfD.

Ce courrier, pour l'essentiel, précise que le Réseau FAR se fixe pour objectif de produire de l'information et de la réflexion « *visant la création ou la rénovation de dispositifs de formation professionnelle en milieu rural dans le cadre de politiques nationales de développement rural* ».

Permettez-moi de souligner cette dimension politique - dimension politique du Réseau attendue par l'Atelier de Ouagadougou : préparer un argumentaire en faveur de la formation professionnelle pour le plus grand nombre de producteurs et de productrices en milieu rural, ce dans le cadre d'une politique de formation agricole et rurale en lien avec les politiques de développement rural.

Cette dimension politique situe bien la réflexion du Réseau FAR au niveau de l'ingénierie de dispositifs de formation :

- dans quel cadre politique et économique concevoir des dispositifs de formation ?
- comment évaluer les besoins et gérer les flux ?
- quels sont les coûts et l'impact de ces dispositifs ?
- comment financer la formation ?

Autant de questions qui se sont posées à Ouagadougou et auxquelles le Réseau FAR doit contribuer à apporter des réponses.

Vous comprendrez comme moi que le Réseau FAR doit veiller à ne pas se limiter à un gentil club d'échange sur de l'ingénierie de formation ou de l'ingénierie pédagogique. Elles ont bien entendu leur place dans la construction d'un dispositif mais pas forcément la même échelle de priorité. Soyons lucides sur les premiers enjeux du Réseau.

Vous conviendrez également avec moi que cette dimension politique intègre bien entendu la réflexion sur les SNFAR, mais aussi sur bien d'autres démarches ou projets visant la création ou la rénovation de dispositifs nationaux de formation professionnelle en milieu rural. Autrement dit cela pourrait être très réducteur pour le Réseau FAR de se limiter uniquement aux quatre SNFAR en cours.

Je pense aujourd'hui à la réforme de la formation professionnelle au Bénin. Afin de préparer les entretiens qui auront lieu dans le cadre de la visite du Président béninois Boni YAYI en France fin juin 2006, des éléments de langage nous sont demandés sur la coopération dans le secteur de la formation professionnelle.

Je pense également à la visite du Ministre de la formation professionnelle de Côte d'Ivoire, Monsieur Youssouf Soumahoro, pour lequel nous préparons un entretien sur le thème de la formation et de l'insertion des jeunes. La formation des jeunes ruraux et les Centres des métiers ruraux seront abordés.

Je pense enfin au Cameroun qui a adressé dans le cadre du processus de remboursement de la dette, C2D, une requête à la France en faveur d'un véritable programme de formation de masse en milieu rural.

Autant d'expériences - et ce ne sont pas les seules - qui doivent faire l'objet d'information et de réflexion au sein du Réseau FAR.

Enfin, je voudrais terminer en vous disant que la concertation entre le MAP, le MAE et l'AfD sur le dossier de la formation de masse en milieu rural avance à grands pas, que l'AfD entend intégrer ce thème de la formation rurale dans le cadre de son programme d'appui aux services aux exploitations familiales et qu'elle s'est montrée très intéressée par la montée en puissance du Réseau FAR.

Cela signifie que si le Réseau sait se positionner et s'organiser au Sud, il est peu vraisemblable qu'il devienne financièrement orphelin.

A nous tous du Réseau, à vous à Cotonou, d'avoir de l'ambition pour la formation agricole et rurale.

Avec tous mes encouragements pour la suite de vos travaux.

A bientôt à tous, je l'espère.